



LÉGATION DE SUISSE
EN IRAN

Téhéran, le 18 septembre 1956.

B.11.1. B/rö

Rapport politique no 11.

Crise de Suez.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Au Caire, le ministre Ardalan, membre du Comité des Cinq, s'est entretenu pendant une heure et demie, en tête à tête avec le président Nasser. Il s'est employé à justifier la thèse occidentale, à sonder les intentions de son interlocuteur, à connaître les concessions auxquelles celui-ci pourrait consentir. De retour dans la capitale iranienne après l'échec de la mission Menzies, M. Ardalan a déclaré à l'ambassadeur de Grande-Bretagne que si le dictateur égyptien était prêt à certains accommodements sur des points secondaires, il est demeuré inébranlable dans sa volonté de ne pas accepter le principe d'une gestion internationale du canal, convaincu de son bon droit et assuré, semble-t-il, que l'équilibre des forces internationales joue en sa faveur. Aux arguments voulant démontrer qu'une telle gestion n'était nullement incompatible avec le droit de souveraineté territoriale de l'Egypte, le colonel Nasser répondait par un simple "non", à la manière de l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères. Toujours fermement opposé à toute solution

Monsieur le Conseiller fédéral M. Petitpierre,
Chef du Département politique fédéral,
B e r n e .

./.



- 2 -

de force, le ministre iranien a ajouté qu'à son avis, il ne restait pas d'autre voie que de porter la question devant l'Organisation des Nations Unies.

Mon informateur anglais, le conseiller d'ambassade Russel, fils de feu Russel pacha, ancien chef de la police égyptienne, m'a dit que Londres appréciait l'attitude que le gouvernement iranien a observée jusqu'ici, attitude qui, tout en étant prudente et conciliante dans les manifestations verbales, s'est montrée nettement pro-occidentale dans les faits. Certains dirigeants iraniens n'ont pas caché à l'Ambassade britannique qu'ils espéraient la chute de Nasser et se sont même étonnés qu'on ne soit pas parvenu encore à le faire tomber. Quand on leur fit remarquer que ce n'était pas un acte si facile à accomplir, ils rappelèrent, non sans acrimonie, qu'il avait suffi autrefois de vingt-quatre heures pour éloigner Réza Chah le Grand. Le roi Séoud, toujours d'après le même informateur, aurait aussi fait savoir à Londres qu'il tablait sur la disparition du colonel.

Le gouvernement iranien a accepté de se faire représenter à la nouvelle conférence des 18 pays et le ministre Ardalan a pris hier l'avion pour la capitale anglaise. Il a tenu à souligner que cette participation ne créait pas d'engagements pour l'Iran. Cette réserve s'explique, m'a dit un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères, par l'idée confuse que l'on a de l'Association des usagers du canal, du but qu'elle poursuivra et de la façon de l'atteindre, comme aussi par l'incertitude quant à la politique qu'adoptera le nouveau gouvernement pakistanais.

./.

- 3 -

Invité également à la conférence convoquée par l'Egypte, le gouvernement de Téhéran entend pour le moment rester sur l'expectative et ne donnera sa réponse qu'ultérieurement.

De mes dernières conversations avec les chefs des missions irakienne et jordanienne, j'ai retiré l'impression qu'ils étaient fort inquiets des développements de la crise de Suez et de la situation dans laquelle l'intransigeance de Nasser plaçait leurs pays. Les forces, les passions que le dictateur égyptien a déchaînées et l'action que ses discours démagogiques exercent sur les masses populaires risquent, relèvent-ils, d'entraîner leurs gouvernements là où ils ne souhaitent pas d'aller: une alliance du communisme et du nationalisme arabe. Les classes dirigeantes semblent être de plus en plus conscientes que si elles ne donnent pas un sérieux coup de frein à la poussée soviétique dans le Moyen-Orient, elles perdront irrémédiablement leurs positions. D'autre part, les récentes incursions israéliennes en Jordanie leur ont opportunément rappelé qu'il incombait aux Arabes de ne pas perdre de vue le danger que l'Etat d'Israël représente pour eux.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.:

Fromm